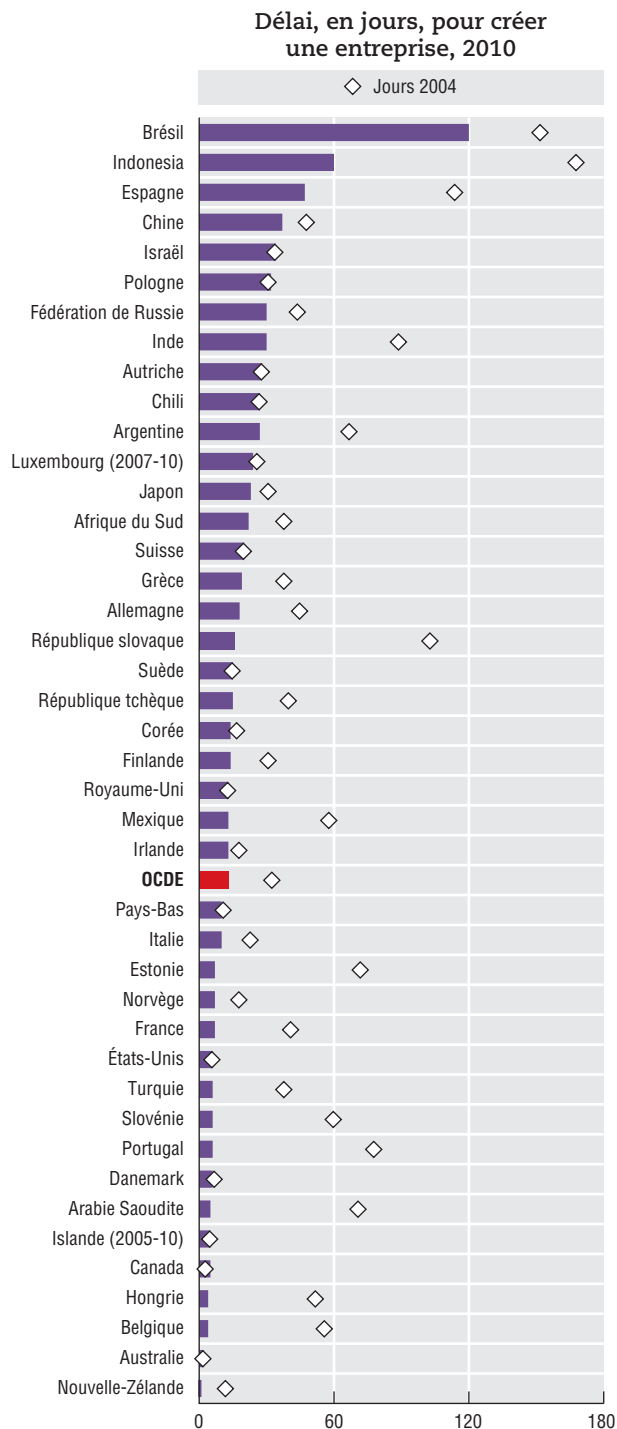


L'entrée et la croissance de nouvelles entreprises sont certes importantes, mais leur capacité à s'adapter aux transformations de l'économie et à quitter le secteur si nécessaire l'est tout autant. Les nouvelles entreprises évincent du marché de nombreuses entreprises obsolètes, mais elles mêmes ne survivent souvent pas très longtemps. Un environnement propice à la création et à l'expansion de nouvelles entreprises est essentiel pour que l'innovation prospère.



Source : Banque internationale pour la reconstruction et le développement-Banque Mondiale (2009), *Doing Business* 2010, États-Unis.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/835713671578>

LE SAVIEZ-VOUS ?

Depuis 2004, 254 réformes ont facilité la création d'entreprises dans 134 économies. Pourtant, dans le monde, 8 procédures différentes et 36 jours sont encore nécessaires, en moyenne, pour créer une entreprise.

(*Doing Business*, 2010.)

Simplifier les formalités administratives afin d'améliorer la qualité de la réglementation favorise la création d'entreprises. La réduction du délai nécessaire pour fonder une entreprise atteste des progrès significatifs accomplis dans ce domaine.

Un cadre réglementaire de qualité est important pour permettre aux entreprises de s'implanter sur un marché et de s'y développer. À cet égard, la plupart des pays de l'OCDE ont réduit les obstacles à l'entrepreneuriat au cours de la dernière décennie.

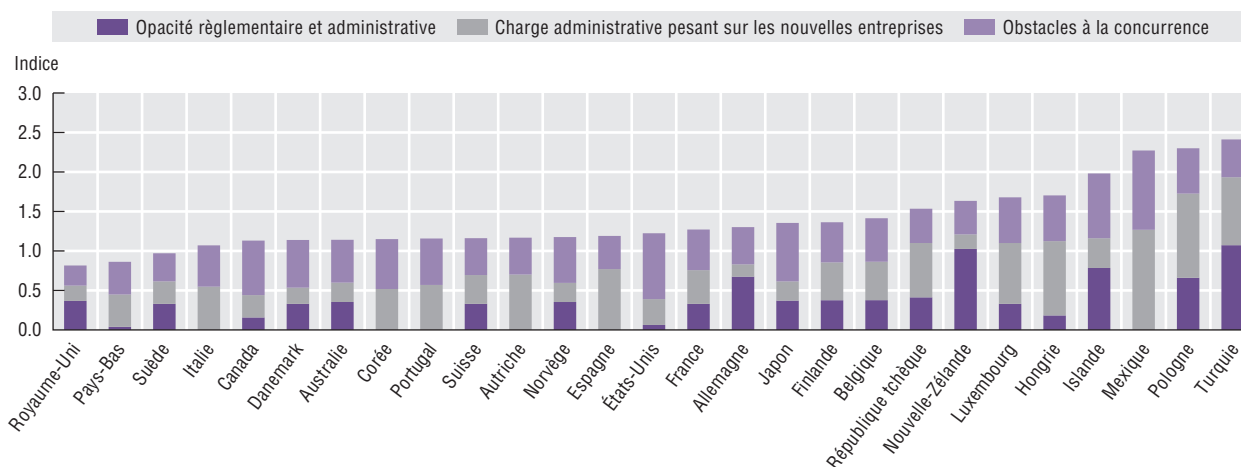
En outre, la décision individuelle de créer une entreprise est influencée par les impôts et la politique fiscale : impôts généraux (impôt sur le revenu des personnes physiques et des sociétés, plus-values et cotisations de sécurité sociale) et mesures fiscales ciblées (incitations fiscales en faveur des nouvelles entreprises et PME). Les travaux de l'OCDE ont montré qu'une réduction des taux supérieurs marginaux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques accroît la productivité dans les secteurs à fort potentiel de création d'entreprises.

Définitions

L'indicateur sur les obstacles à l'entrepreneuriat évalue sur une échelle de zéro à six les réglementations qui entravent l'entrepreneuriat ; plus les valeurs sont faibles, moins les obstacles sont importants. L'indice se compose des éléments suivants : obstacles à la concurrence (obstacles juridiques, dérogations au droit de la concurrence, obstacles dans les industries de réseau, le commerce de détail et les services professionnels) ; opacité réglementaire et administrative (autorisations, permis, simplicité des procédures) ; et charges administratives pesant sur les nouvelles entreprises. Le *taux marginal d'imposition* englobe les charges salariales et patronales de sécurité sociale et l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Le *taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés* est le taux d'imposition légal qui s'applique aux entreprises constituées en sociétés. Il associe le taux de l'impôt (légal) de l'administration centrale et des administrations infranationales. Le *nombre de jours requis pour créer une entreprise* est la durée médiane indiquée par les avocats spécialistes en constitution de sociétés comme étant nécessaire pour accomplir les formalités.

Obstacles à l'entrepreneuriat, 2008

Echelle allant de 0 à 6, de la moins restrictive à la plus restrictive

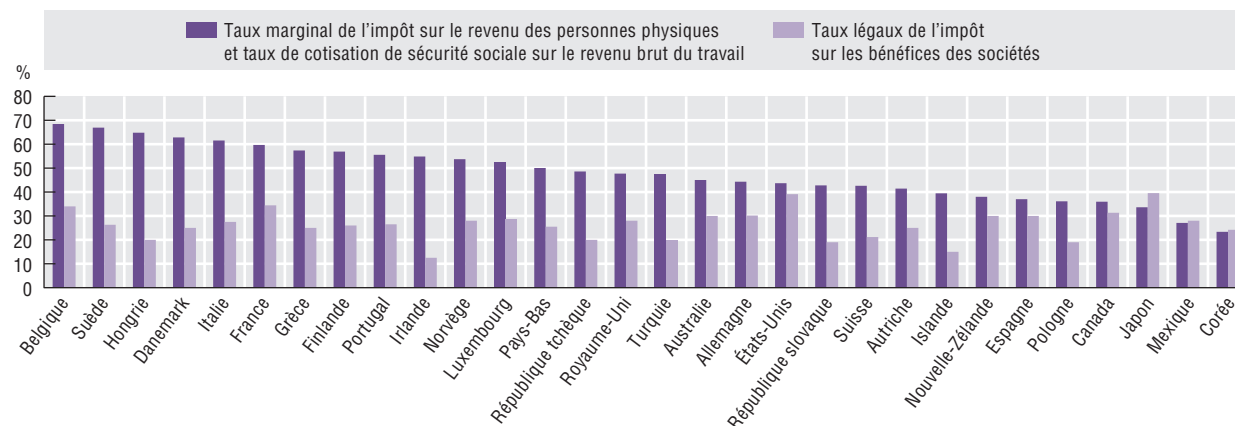


Source : OCDE, Base de données sur la réglementation des marchés de produits, décembre 2009.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/835713671578>

Imposition du revenu des personnes physiques et des bénéfices des sociétés, 2009

Taux marginal de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et taux de cotisation de sécurité sociale sur le revenu brut du travail, et taux légaux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés



Source : OCDE (2010), Les impôts sur les salaires 2008-2009: édition 2009, OCDE, Paris. Voir notes de fin de chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/835713671578>

Mesurabilité

Les indicateurs de réglementation des marchés de produits sont des indicateurs quantitatifs établis à partir d'informations qualitatives sur les lois et règlements pouvant affecter la concurrence. Les informations qualitatives proviennent principalement des réponses des administrations nationales à un questionnaire, dont les résultats font l'objet d'un examen par les pairs, garantissant un haut niveau de comparabilité entre pays. Les indicateurs (composites) de niveau supérieur, comme celui sur les obstacles à l'entrepreneuriat, sont calculés sous forme de moyenne pondérée des indicateurs du niveau inférieur qui les composent, avec coefficients de pondération égaux. Voir OCDE (2009b), *Réformes économiques : Objectif croissance 2009*, chapitre 7 et annexe 7.A1.

Les impôts sur le revenu des personnes physiques et les différences de traitement du revenu des travailleurs indépendants et du revenu salarial influent sur la décision de créer une entreprise. Les impôts sur les sociétés déterminent le rendement de l'investissement après impôts et conditionnent donc les décisions d'investissement des entreprises et celles des entrepreneurs potentiels de commencer ou non à investir. Les taux d'imposition sur le salaire brut des personnes physiques sont calculés en utilisant le cadre établi par l'OCDE pour les impôts sur les salaires, garantissant une bonne comparabilité entre pays. Toutefois, la difficulté de calculer des taux d'impôts comparables demeure un écueil de taille pour les études internationales sur l'impact de la fiscalité sur l'entrepreneuriat.